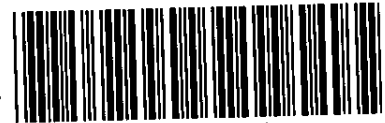


TUESDAY



RCS *R79V79KJ* #7
10/07/2018
COMPANIES HOUSE

PC/CP 100936609

**L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT,
LE VINGT HUIT JUIN,**

**A PARIS (75116), 12 Place des Etats-Unis, au siège de la société Lina 3 pour le
Requérant,**

**A PARIS (75017), au siège de l'Office Notarial, ci-après nommé pour le Notaire
assistant habilité et le Notaire soussigné,**

**Maître Pierre CENAC, Notaire Associé de la SAS C&C Notaires titulaire d'un Office
Notarial à PARIS, 72 Avenue de Wagram,**

**A reçu le présent acte contenant CONTRÔLE DE LEGALITE DE FUSION
TRANSFRONTALIERE, conformément aux dispositions de la directive 2005/56/CE du
26 octobre 2005, de la loi d'adaptation n° 2008-649 du 3 juillet 2008, du décret
n° 2009-11 du 5 janvier 2009 et de la directive 2017/1132/CE du 14 juin 2017, relatifs
aux fusions transfrontalières, codifiées aux articles L. 236-30 et R. 236-18 et suivants
du Code de commerce.**

A LA REQUETE DE :

**La société Lina 3, société par actions simplifiée, dont le siège est à PARIS (75116), 12
Place des Etats-Unis, identifiée au SIREN sous le numéro 440 042 521 et immatriculée
au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS,**

Représentée par Monsieur Gilles BOGAERT, son Président.

Ci-après :

Le "Requérant"

**A l'effet de contrôler la légalité de la réalisation de la fusion transfrontalière entre
la société Lina 3, société par actions simplifiée, dont le siège est à PARIS (75116), 12**

P

CP

GS

Place des Etats-Unis, identifiée au SIREN sous le numéro 440 042 521 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS (Société absorbante) **et la société Pernod Ricard UK Holdings Limited**, société de droit anglais dont le siège est à Chivas House, 72 Chancellors Road, Londres (W6 9RS) (Royaume-Uni), immatriculée sous le numéro 06913990 (La Société absorbée).

PREALABLEMENT aux présentes, le Requérant expose ce qui suit.

EXPOSE PREALABLE

1. Projet de fusion entre les sociétés Lina 3 et Pernod Ricard UK Holdings Limited

Le Requérant déclare qu'une procédure de fusion transfrontalière a été initiée entre les sociétés Lina 3 et Pernod Ricard UK Holdings Limited et qu'à ce titre le projet commun de fusion a été régularisé aux termes d'un acte sous seings privés en date à PARIS du 11 décembre 2017.

2. Remise de documents au notaire soussigné

Le Notaire soussigné atteste qu'il lui a été remis les documents ci-après listés, visés à l'article R 236-19 du Code de commerce :

2.1. L'attestation de conformité datant de moins de six mois, des actes et formalités préalables à la fusion visée à l'article L. 236-29 du Code de commerce, établie par Monsieur le greffier du tribunal de PARIS le 5 avril 2018.

2.2. Un dossier comprenant les documents suivants, remis par chaque société participant à la fusion transfrontalière, conformément aux dispositions de l'article R 236-19 du Code de commerce :

- i. Une copie simple du projet commun de fusion transfrontalière.
- ii. Une copie simple des statuts de la société issue de la fusion transfrontalière.
- iii. Une copie des avis relatifs aux publicités prévus à l'article R. 236-15 du Code de commerce, savoir :
 - Copie de l'avis publié dans le journal d'annonces légales *Les Petites Affiches* du 9 janvier 2018
 - Copie de l'avis publié au Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales (BODACC) numéro 16 A et daté du 24 janvier 2018, annonce n°1261.
- iv. Une copie non certifiée conforme des décisions de l'associé unique de Lina 3 et des décisions de l'associé unique de Pernod Ricard UK Holdings Limited prévues à l'article 12 du projet commun de fusion attestant du fait que les sociétés fusionnantes ont approuvé dans les mêmes termes le projet commun de fusion.

Il est précisé que les dispositions relatives aux assemblées mentionnées aux articles L. 236-9 et L. 236-13 du Code de commerce ne sont pas applicables. Le notaire

P

18

GB

soussigné atteste néanmoins qu'il lui a été remis une copie simple des décisions de l'associé unique de Lina 3 et des décisions de l'associé unique de Pernod Ricard UK Holdings Limited prévues à l'article 12 du projet commun de fusion.

Les sociétés Lina 3 et Pernod Ricard UK Holdings Limited ont par ailleurs confirmé à l'article 9.3 du projet commun de fusion que ni la société absorbée ni la société absorbante n'appliquent de règles relatives à la participation des salariés aux organes de surveillance ou d'administration au sens de l'article L. 2351-6 du Code du travail.

Le présent certificat est reçu dans les 15 jours de la réception des documents susvisés, conformément aux dispositions de l'article R 236-20 du Code de commerce.

CECI AYANT ETE PRECISE, il est passé à l'objet des présentes.

CERTIFICAT DE LEGALITE

Au vu de ce qui est ci-dessus rappelé dans l'exposé préalable et conformément aux dispositions de l'article L. 236-30 du Code de commerce, le notaire soussigné **DECLARE ET ATTESTE** dans le délai de 15 jours qui lui est imparti de la légalité de la fusion transfrontalière réalisée entre les sociétés Lina 3, société absorbante, et Pernod Ricard UK Holdings Limited, société absorbée.

STIPULATIONS DIVERSES - CLOTURE

RESPECT DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE R 236-18 DE CODE DE COMMERCE

Le notaire soussigné, conformément aux dispositions des articles L. 236-30 et R. 236-18 du Code de commerce, déclare expressément n'avoir ni instrumenté, ni rédigé d'actes sous seing privé, ni donné de consultations juridiques à l'occasion de la fusion susvisée. Il certifie également ne pas exercer dans un office qui aurait instrumenté, rédigé des actes sous seings privés ou donné des consultations juridiques à l'occasion de cette opération.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties, personnes morales, dénommées dans le présent acte, telle qu'elle est indiquée en tête à la suite de leur dénomination, lui a été régulièrement justifiée au vu de leur extrait modèle K Bis délivré par le greffe du Tribunal de commerce de PARIS.

MENTION LEGALE D'INFORMATION

L'Office notarial dispose d'un traitement informatique pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945. Pour la réalisation de la finalité précitée, les données sont susceptibles d'être transférées à des tiers, notamment :

- les partenaires légalement habilités,
- les Offices notariaux participant à l'acte,
- les établissements financiers concernés,

P

CP G

- les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour être transcrites dans une base de données immobilières, concernant les actes relatifs aux mutations d'immeubles à titre onéreux, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013.

La communication de ces données aux tiers peut être indispensable afin de mener à bien l'accomplissement de l'acte. Toutefois, aucune donnée n'est transférée en dehors de l'Union Européenne ou de pays adéquats.

Les données sont conservées dans le respect des durées suivantes :

- 30 ans à compter de l'achèvement de la prestation pour les dossiers clients (documents permettant d'établir les actes, de réaliser les formalités)
- 75 ans pour les actes authentiques, les annexes (notamment les déclarations d'intention d'aliéner), le répertoire des actes.

Les personnes concernées peuvent accéder aux données les concernant directement auprès de l'Office notarial ou du Correspondant informatique et libertés désigné par l'Office à l'adresse suivante : cil@notaires.fr. Le cas échéant, les personnes concernées peuvent également obtenir la rectification, l'effacement des données les concernant ou s'opposer pour motif légitime au traitement de ces données, hormis les cas où la réglementation ne permet pas l'exercice de ces droits. Toute réclamation peut être introduite auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés.

DONT ACTE sur QUATRE (4) pages

Comprenant

- renvoi approuvé : *néant*
- blanc barré : *néant*
- ligne entière rayée : *néant*
- nombre rayé : *néant*
- mot rayé : *néant*

Paraphes

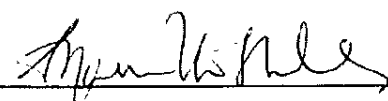
GR *P* *CP*

Après lecture faite, la signature du Requéant a été recueillie les jour, mois et an susdits par Madame Cécile PEYROUX, Notaire assistant habilité à cet effet et assermenté par actes déposés au rang des minutes de l'Office Notarial dénommé en tête des présentes, qui a signé avec le Requéant.

Le présent acte a été signé par le Notaire le même jour.

The block contains three handwritten signatures. The first is a large, stylized signature, likely of the client (Requéant). The second is a smaller, more formal signature, likely of the notary (Madame Cécile PEYROUX). The third is a circular stamp or signature, possibly of the assistant notary.

I certify this document to be a true and accurate translation of the original document

Signed: 

Name: Amanda Hamilton-Stanley

Position: Director of Pernod Ricard UK Holdings Limited

100936609

PC/CP

**IN THE YEAR TWO THOUSAND AND EIGHTEEN,
ON THE TWENTY-EIGHTH OF JUNE,**

In Paris (75116), at 12 place des Etats-Unis, the registered office of Lina 3, for the Applicant,

In Paris (75017), at the Notary's Offices hereinafter designated, for the notary assistant and the undersigned notary,

Maître Pierre Cenac, partner at SAS C&C Notaires, having a Notary's Office at 72 avenue de Wagram, Paris,

Entered into this instrument containing the scrutiny of the legality of the cross-border merger, in accordance with the provisions of the Directive 2005/56/EC of 26 October 2005, as adapted by the Law N° 2008-649 dated 3 July 2008, the Decree N° 2009-11 dated 5 January 2009 and the Directive 2017/1132/EC of 14 June 2017, relating to cross-border mergers, as consolidated in Articles L. 236-30 and R. 236-18 and seq. of the French Commercial Code.

AT THE REQUEST OF:

The company Lina 3, a French *société par actions simplifiée* having its registered office at 12 place des Etats-Unis, Paris (75116), identified in the SIREN register under number 440 042 521 and registered with the Paris Registry of Commerce and Companies,

represented by Mr. Gilles Bogaert, President.

Hereinafter:

The "Applicant"

For the purposes of scrutinising the legality of the cross-border merger between Lina 3, a French *société par actions simplifiée* having its registered office at 12 place

des Etats-Unis, Paris (75116), identified in the SIREN register under number 440 042 521 and registered with the Paris Registry of Commerce and Companies (the absorbing company), and the company **Pernod Ricard UK Holdings Limited**, a company organised under English law having its registered office at Chivas House, 72 Chancellors Road, London W6 9RS (United Kingdom), registered under number 06913990 (the absorbed company).

The Applicant has made the following representations prior to entry into this instrument.

PRIOR STATEMENT

1. Proposed merger between Lina 3 and Pernod Ricard UK Holdings Limited

The Applicant represents that a cross-border merger procedure has been initiated between the companies Lina 3 and Pernod Ricard UK Holdings Limited, and that accordingly, the common draft terms of merger have been set forth in a private deed signed in Paris on 11 December 2017.

2. Delivery of documents to the undersigned notary (*notaire*)

The undersigned notary attests having received the documents listed below, as provided for under Article R. 236-19 of the French Commercial Code:

2.1. The pre-merger certificate, dated less than six months, relating to the completion of the pre-merger acts and formalities, referred to under Article L. 236-29 of the French Commercial Code, issued by the Registrar of the Paris Court on 5 April 2018.

2.2. A record containing the following documents, delivered by each company taking part in the cross-border merger, in accordance with Article R. 236-19 of the French Commercial Code:

- i. A copy of the common draft terms of merger.
- ii. A copy of the articles of association of the company resulting from the cross-border merger.
- iii. Copies of the notices relating to the publications provided for under Article R. 236-15 of the French Commercial Code, i.e.:
 - A copy of the notice published in the French legal gazette *Les Petites Affiches* dated 9 January 2018
 - A copy of the notice published in the *Bulletin Officiel des Annonces Civiles et Commerciales* (BODACC) number 16 A and dated 24 January 2018, advertisement N° 1261.
- iv. A copy (not certified as a true copy) of the resolutions of the sole shareholder of Lina 3 and the resolutions of the sole shareholder of Pernod Ricard UK Holdings Limited, as provided for under Article 12 of the common draft terms of merger, attesting that the merging companies have approved the common draft terms of merger on the same terms.

It is specified that the provisions relating to shareholders' general meetings under Articles L. 236-7 and L. 236-13 of the French Commercial Code are not applicable. The undersigned notary nevertheless attests having received a copy of the resolutions of the sole shareholder of Lina 3 and the resolutions of the sole shareholder of Pernod Ricard UK Holdings Limited as provided for under Article 12 of the common draft terms of merger.

The companies Lina 3 and Pernod Ricard UK Holdings Limited have further confirmed, under Article 9.3 of the common draft terms of merger that neither the absorbed company nor the absorbing company applies any rules relating to employee participation amongst the administrative or supervisory organs within the meaning of Article L. 2351-6 of the French Employment Code.

This certificate has been issued within 15 days after receipt of the aforementioned documents, in accordance with Article R. 236-20 of the French Commercial Code.

NOW, THEREFORE, THE FOLLOWING WAS STATED.

MERGER CERTIFICATE

In light of the foregoing prior statement and in accordance with Article L. 236-30 of the French Commercial Code, the undersigned notary represents and attests, within the prescribed period of 15 days, the legality of the cross-border merger carried out between Lina 3, the absorbing company, and Pernod Ricard UK Holdings Limited, the absorbed company.

MISCELLANEOUS - CLOSING

COMPLIANCE WITH ARTICLE R. 236-18 OF THE FRENCH COMMERCIAL CODE

The undersigned notary, in accordance with Articles L. 236-30 and R. 236-18 of the French Commercial Code, expressly represents having neither acted in his official capacity nor drafted any private deeds, nor issued any legal opinions in connection with the aforementioned merger. He further attests not practicing in a notary's office having acted in its official capacity or drafted any private deeds or issued any legal opinions in connection with such transaction.

CERTIFICATE OF IDENTITY

The undersigned notary certifies having duly obtained evidence of the full identities of the legal-entity parties designated in this instrument, as first above stated with their names, by means of their commercial excerpts (*Kbis*) issued by the clerk of the Commercial Court of Paris.

STATUTORY INFORMATION NOTICE

The Notary's Office uses a computerised processing system to perform its duties, including in particular formalities relating to instruments, in accordance with Order

N° 45-2590 dated 2 November 1945. In performance of such purpose, the data may be transferred to third parties, including in particular:

- duly-authorised associates,
- notaries' offices involved in the instrument,
- the relevant financial institutions,
- the advisory bodies specialising in the management of the notary's activities, and
- the High Council of Notaries (*Conseil supérieur du notariat*) or its designee, to be entered in a real estate database as regards deeds relating to transfers for valuable consideration of real estate property, in accordance with Decree N° 2013-803 dated 3 September 2013.

Disclosure of such data to third parties may be essential to complete the instrument. However, no data shall be transferred outside the European Union and other appropriate countries.

The data shall be retained in compliance with the following periods:

- 30 years after completion of the service, as regards client records (documents used to draw up instruments and perform formalities)
- 75 years, as regards registered deeds, appendices (including without limitation statements of intent to dispose), and the register of instruments.

The parties concerned may obtain access to the data relating to them directly by approaching the notary's office or the data-protection officer designated by it, at the following address: cil@notaires.fr. If applicable, the parties concerned may also obtain a correction or deletion of the data relating to them, or object for due cause to the processing of such data, except where the legislation does not allow exercise of such rights. Any claim shall be submitted to the National Commission on Information Technologies and Civil Liberties (*Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés*).

Deed completed on four (4) pages

Comprising

Initials

- Approved cross-reference: none
- White space stripped: none
- Entire line crossed out: none
- Number crossed out: none
- Word crossed out: none

[Initials]

After reading, the signature of the Applicant was obtained on the date, month and year as first stated above by 'Ms. Cécile Peyroux, notary assistant, sworn and authorised for such purpose, and filed in the records of the Notary's Offices as first stated above, who signed with the Applicant.

This instrument was signed by the notary on the same day.

[Signatures]